

ProMécénat

Bulletin d'information du département Mécénat & Partenariats du Secours Catholique

Éditorial

Ayons de grands desseins...



La période des vœux est terminée. Ceux-ci ont souvent eu un goût amer, laissant parfois place à la morosité. Sans ignorer les risques du moment, nous ne pouvons nous y résigner.

Regardons par exemple, les nombreuses initiatives citoyennes à forte valeur ajoutée sociétale qui germent au sein d'entreprises ; ou le changement de regard de grandes écoles, telle l'ESSEC qui propose 46 pistes de réflexion pour faire face à la crise et, notamment, de "replacer la personne comme fin et non comme moyen au sein des organisations, de l'économie de marché et de la société en général".

Ailleurs sur les territoires, des équipes solidaires envisagent de créer des projets innovants et adaptés pour aider au retour à l'emploi, à trouver un toit, à préserver la dignité des personnes. Des élus locaux, des dirigeants de PME (méritant notre soutien en cette période délicate) souhaitent s'investir dans ces projets. Ensemble, au plus près des réalités locales, nous imaginons entrer dans une dynamique commune, gagnante et plurielle, qui conjuguerait subventions publiques, mécénat d'entreprise et action associative pour une réponse efficiente à ces besoins de terrain.

"Ayons de grands desseins, commençons par d'humbles gestes", disait Mgr Rodhain, fondateur du Secours Catholique.

Tel est notre vœu pour cette année.

Jean-Marie Destrée
Directeur du Développement des Ressources

3 questions à

Marius Wanders

Secrétaire général de Caritas Europa

Comment évoluent les relations entre les mondes de l'entreprise et des organisations caritatives ?

Depuis plusieurs années, de nombreuses entreprises ont intégré le fait que leurs résultats, leur performance, ne se mesurent pas seulement en termes comptables et financiers, mais aussi écologiques et sociaux. La responsabilité sociale de l'entreprise constitue un concept qui se développe. Il reste que cela relève de la seule volonté des entreprises, qui décident de s'engager ou non, de reconnaître ou non leur responsabilité sociale, sans que l'on puisse leur imposer d'aucune façon.

Quel est l'impact de la crise actuelle sur les dons ?

Plus que jamais, les ONG doivent diversifier leurs ressources. Les subside publics vont diminuer dans les mois à venir compte tenu de la situation. Nous étions déjà en compétition pour obtenir ces fonds, les tensions dans ce domaine vont s'accroître. Désormais, les chrétiens ne donnent plus forcément à des organisations chrétiennes. Nous

"La responsabilité sociale de l'entreprise est un concept qui se développe"



Crédit photo : Caritas Europa



sommes aujourd'hui en concurrence avec d'autres ONG.

Quel bilan tirer de la présidence française dans ce domaine ?

Si la présidence française de l'Union a été dynamique dans de nombreux secteurs, je n'ai pas vu d'action dans celui de l'incitation aux dons des entreprises envers les ONG. C'est dommage.

Je voudrais dire en conclusion que si nous avons besoin de nouvelles sources de revenus, il faut toujours se demander de qui provient l'argent reçu. Qu'a fait l'entreprise pour obtenir ces fonds ?

Propos recueillis par Jacques Paquier

"Le Secours Catholique est une entreprise de charité"
Jean Rodhain

sommaire

La coupe du monde de football des sans-abri p. 2

Hermès s'engage en Inde p. 3

Alcoa, héraut de la citoyenneté d'entreprise p. 3

La Société Générale soutient le Secours Catholique p. 3

Pays Basque : mobilisation face à la crise p. 4

Coupe du monde des sans-abri La lucarne de l'espoir

La coupe du monde de football des sans-abri pourrait avoir lieu à Paris en 2011. Le collectif « Remise en jeu », créé par le Secours Catholique et d'autres associations, défend la candidature française, avec le soutien de la Mairie de Paris, du LEEM et du Crédit Agricole.

« Le tournoi était sympa et m'a motivé. Après dix ans de résidence dans des centres pour sans-abri, j'ai déménagé pour mon premier logement. » L'insertion des personnes en difficulté par la pratique du sport ou d'une activité culturelle est une réalité de terrain que connaissent bien les associations. De nombreux animateurs, depuis des années, organisent des tournois de football entre équipes de SDF. Le fait d'organiser des équipes, de travailler ensemble une stratégie, de respecter des règles, de gérer et d'expliquer l'échec, sont des éléments positifs dans la structuration des personnes exclues.

Dépasser l'aspect sportif

Cette pratique courante dans les différentes délégations départementales du

Secours Catholique, son développement et la rencontre avec la Coupe du monde de football des personnes sans-abri a permis de donner une autre dimension à cette activité.

C'est ainsi qu'il y a cinq ans, le Secours Catholique a créé, avec d'autres associations, le collectif Remise en Jeu, qui vient de poser sa candidature pour l'accueil de cette coupe du monde à Paris en 2011. Fort d'une soixantaine d'équipes de 8 joueurs et de leurs accompagnateurs, soit un total de 2000 personnes, l'aspect sportif proprement dit sera accompagné de forums, tables rondes et manifestations diverses permettant de sensibiliser le



Plusieurs entreprises soutiennent la candidature de Paris pour 2011

Crédit photo : DR

public à ce travail auprès des sans-abri. Avec comme objectif des réalisations durables permettant à des exclus de pratiquer un sport.

Les entreprises s'engagent

Comme toute manifestation sportive, pour réaliser ce projet, le soutien d'entreprises est aussi indispensable. Ce projet fait déjà l'objet d'un travail interministériel autour du secrétaire d'État aux Sports. La Mairie de Paris, la RATP ont apporté leur soutien, le Crédit Agricole, très engagé dans les activités du football (voir interview) travaille déjà avec le collectif Remise en Jeu et le Secours Catholique. Pour accompagner le dossier de candidature, le soutien d'un certain nombre d'entreprises est indispensable. Plusieurs ont déjà répondu pour contribuer à faire de cet événement un succès collectif.

Jean-Michel Merlin



Crédit photo : DR

“Une forte cohérence avec notre engagement dans le football”

Guillaume d'Andlau
Responsable du mécénat et des relations publiques de Crédit Agricole S.A.

Après avoir lu un article sur la coupe du monde des sans-abri de Copenhague en 2007, j'ai pris contact avec le Secours Catholique et le Collectif Remise en Jeu. Il apparaît en effet une très forte cohérence entre l'engagement du Crédit Agricole dans le monde du football - plus particulièrement au travers de son partenariat avec la Fédération Française de Football - et l'activité riche et intéressante du Collectif.

De là, un partenariat à trois facettes a été signé, pour quatre ans :

- Un soutien financier, permettant au Collectif d'engager un salarié permanent pour développer son activité.
- Un soutien logistique pour faire bénéficier le Collectif de nos relations très proches avec la Fédération Française de Football, afin de faciliter ses démarches en terme de moyens matériels et humains (stades, arbitres, entraîneurs...) pour un bon fonctionnement de ses différentes activités (championnat, tournoi, coupe du monde...). Cette année plus particulièrement, nous avons fourni un équipement complet aux joueurs et encadrants de l'équipe de France à l'occasion de la coupe du monde à Melbourne.

- Un soutien humain, au travers de l'implication active des collaborateurs du Crédit Agricole : l'équipe de football de son club sportif dispute en effet des matchs de championnat avec le Collectif Remise en Jeu, permettant à la fois une mixité sociale contre la marginalisation des sans-abri ainsi que, pour les collaborateurs de la société, une appropriation et une sensibilisation de cette thématique.



Propos recueillis par Arielle le Masne

La coupe du monde de football des personnes sans-abri - Homeless World Cup (HWC)

Créée en 2003, la HWC est une organisation mondiale qui permet à des personnes sans abri de changer leur vie. Chaque année, elle engage 30000 exclus dans une soixantaine de pays. Cette possibilité d'impliquer des joueurs de pays différents a des conséquences positives durables. Comme toute grande organisation sportive, elle fait appel à des gouvernements, des personnalités publiques, des entreprises, des médias permettant de faire connaître le problème de l'exclusion et de provoquer des initiatives locales pour contribuer à résoudre certains problèmes.

JMM

Inde : Hermès s'engage en faveur de jeunes filles déshéritées



Crédit photo : DR

L'engagement d'Hermès en Inde vise notamment à favoriser l'éducation et la formation des jeunes filles

La maison Hermès est depuis toujours engagée auprès d'associations caritatives et depuis longtemps attirée et inspirée par l'Inde.

« Lorsque le Secours Catholique nous a présenté son action et ses missions, nous avons rapidement décidé de nous impliquer plus particulièrement, et

ce pour une durée de trois ans », précise l'entreprise. Il s'agit du programme « Formation et apprentissage de jeunes filles déshéritées de la presqu'île de Rameshwaram au Tamil Nadu ». « Ce projet faisait écho à l'aide post-Tsunami que nous avons apportée aux femmes et à l'artisa-

nat dans la région du Tamil Nadu, poursuivent les dirigeants d'Hermès. D'autre part, à cette époque nous travaillions déjà très concrètement sur le projet d'ouvrir un magasin Hermès à New Dehli (ouvert en 2008) et le thème de l'Inde était prévu pour l'année 2008 afin d'inspirer les nouvelles créations de la maison. Cela semblait alors évident de s'impliquer davantage dans la vie de ce pays », ajoute-t-on.

Ce projet permet de donner aux jeunes femmes, filles de pêcheurs privées d'éducation, les moyens d'assumer leur développement social et économique par l'apprentissage d'un métier artisanal. Pour cela, il est notamment prévu de mettre à leur disposition deux bâtiments, à la fois centre d'apprentissage et hall de vente de leurs produits artisanaux.

Les fonds alloués par la maison Hermès sont principalement versés à des associations œuvrant en faveur de l'éducation et de la formation. La dimension artisanale importe également afin de faire écho aux métiers de la maison. Ce projet répond donc à deux des préoccupations majeures d'Hermès en terme de mécénat.

Jacques Paquier

Alcoa, héraut mondial de la citoyenneté d'entreprise

Leader mondial de l'aluminium, Alcoa emploie 100 000 personnes dans 34 pays.

Désignée à Davos comme l'une des entreprises les plus viables en matière de développement durable, cette multinationale américaine



Crédit photo : DR

Toulouse : Tissons la solidarité reçoit le chèque d'Alcoa

constitue un modèle d'excellence en matière de citoyenneté d'entreprise, tant au niveau mondial qu'au niveau local.

Cette excellence, Alcoa l'applique dans quatre domaines : environnement et développement durable, éducation supérieure et formation professionnelle, santé et sécurité des enfants et des familles et, enfin, partenariat avec les associations. Un partenariat qui se traduit par l'investissement personnel de salariés d'Alcoa auprès des personnes en difficulté de la région. C'est alors la Fondation Alcoa qui valorise financièrement les efforts individuels des employés auprès d'associations touchant à un de ces domaines d'excellence. Ainsi, un groupe de 5 à 9 employés d'Alcoa qui fournit un travail bénévole d'au moins 4 heures dans une association permet à cette association de recevoir un don de 1 500 dollars. Si 10 employés au minimum s'investissent, la Fondation accorde 3 000 dollars à l'association.

Présente dans 13 villes françaises, Alcoa accompagne deux projets du Secours Catholique. Il s'agit de la Plateforme d'emploi et de réinsertion de Montbrison (délégation de Saint-Étienne) et de « Tissons la Solidarité » (délégation de Toulouse). Chacune de ces deux structures a reçu un chèque de 15 000 dollars pour s'informatiser.

Jacques Duffaut

Seine-Saint-Denis : la Société Générale soutient le Secours Catholique



Crédit photo : Fondation Société Générale

La Société Générale soutient le Secours Catholique à Rosny-sous-Bois

La Fondation Société Générale accompagnera en 2009 le centre « Carrières », créé il y a 12 ans par le Secours Catholique en Seine-Saint-Denis.

Cet engagement s'inscrit naturellement dans l'axe de l'insertion professionnelle, jugée prioritaire par la banque. Concrètement, au moins 500 personnes résidant dans ce département seront en mesure de s'appuyer, l'année prochaine, sur les conseils et les outils d'insertion rodés dans ce centre, avec de réelles chances de succès.

La Fondation prendra en charge une partie des frais d'exploitation de ce centre et lui permettra ainsi d'aller de l'avant, face à des attentes de plus en plus nombreuses et variées. La marque rouge et noire élargit ainsi son champ d'intervention sur un terrain qui ne cesse de s'élargir du fait de la crise et de la nouvelle réalité sociale de ce début d'année. La Fondation Société Générale a, pour la seule année 2008, soutenu plus de 100 dossiers.

Bertrand Michelet



“Le Secours Catholique fait évaluer ses relations avec les entreprises”

Interview de Vincent Godebout
Responsable du département Mécénat-Partenariats
du Secours Catholique

Vous réalisez actuellement une évaluation de vos partenariats avec les entreprises : pourquoi ?

Après cinq ans de relations avec un certain nombre d'entreprises ou de fondations et l'adoption par le Conseil d'administration du Secours Catholique d'une politique de mécénat et de partenariats avec des entreprises, leur fondation ou d'autres entités liées, il nous a semblé important de faire une évaluation de ces partenariats*. Cette évaluation a donc pour but d'identifier les facteurs clés de succès des partenariats entreprises-ONG, de façon très pragmatique et sur toutes les phases de la relation, et de donner quelques pistes concernant l'évolution de ces partenariats.

En terme de méthodologie, comment avez-vous pratiqué ?

Nous sommes entrés dans ce processus depuis près de deux ans. Trois fondations d'entreprise ont été associées à la construction de cette démarche. Il ne s'agit donc pas d'une évaluation faite par une association pour les associations ou d'une évaluation faite par les entreprises pour les entreprises. Il s'agit vraiment d'une démarche partenariale. Ceci a énormément compliqué la tâche car il a fallu être au clair sur nos objectifs, déterminer des indicateurs, une méthode particulière. Ce travail s'appuie sur des entretiens individuels approfondis menés en face à face. Au total 40 interviews, dont 20 pour les entreprises ou leurs fondations, sont complétés par une enquête internet auprès de 700 PME.

Et maintenant ?

La présentation des résultats se fera sous forme d'un guide que l'on pourrait aussi nommer « Propositions de standards minimum pour la conduite de relations et de partenariats entreprises/associations dans le cadre du mécénat ». Mais nous devons rester modestes ! Cette étude est imparfaite. Nous avons avancé de manière empirique.

Propos recueillis par Jacques Paquier

* De la philanthropie à l'utilité sociale : état des lieux et perspectives sur l'évaluation des partenariats Entreprises-ONG

Une carte bleue

“Société Générale – Secours Catholique”



Depuis quelques mois, la « Générale » a pris l'initiative de co-marquer certaines des cartes bleues de ses clients en associant sa marque avec telle ou telle ONG, cette double signature apparaissant visuellement sur la carte. La mécanique est du coup simplifiée pour le client potentiellement donateur. À l'occasion de chaque achat par carte,

une prime symbolique est versée directement à l'ONG choisie par le client. Dans cet esprit, le Secours Catholique est proposé dans les agences par les conseillers financiers. Cette démarche solidaire constitue un nouveau pas dans la collecte, cette fois en lien direct avec la consommation de chacun.

BM

Pays Basque : Les antennes du Secours Catholique se démènent face à la crise

À Saint-Jean-de-Luz, l'année démarre en force, notamment avec l'aide de l'Association des commerçants. Un prochain défilé de mode utilisera au mieux les ressources des vestiaires du département, mais aussi les talents de mannequins et stylistes professionnels.

Sur le thème « louez solidaires », un appartement continuera d'être mis à la disposition de jeunes travailleurs et l'ancien vestiaire, transformé en un « Accueil vêtements », offrira de nouvelles solutions.

En parallèle, une action pour la réinsertion sera déployée en lien avec les entreprises locales. Une cinquantaine de bénévoles apporte son soutien à ces initiatives. Par ailleurs, un beau projet de voyage en Terre Sainte se profile pour 2010. Sonia Teillou, responsable et coordinatrice, continue d'apporter l'élan nécessaire à ces opérations.

BM

Agenda

• Réseau Mécénat du Secours Catholique, le 12 février à Paris (collège des Bernardins)

« De la philanthropie à l'utilité sociale » - 5^e rencontre annuelle du réseau Mécénat du Secours Catholique avec le soutien des fondations Air France, Cetelem et Veolia.

• Assises de l'Admical, les 24 et 25 mars à Paris

L'Association pour le Développement du Mécénat Industriel et Commercial (Admical) organise depuis plus de 25 ans les Assises internationales du mécénat. Cette manifestation est une opportunité d'échanges et de rencontres privilégiées entre les dirigeants d'entreprises, les élus, les journalistes et les personnalités représentatives de la culture, de la solidarité, de l'environnement et du sport.

En savoir plus : www.admical.org

À lire

• “Richesse franciscaine : de la pauvreté à la société de marché” de Giacomo Todeschini Éditions Verdier poche

Adeptes de la pauvreté évangélique, les franciscains examinent toutes les formes de la vie économique qui se tiennent entre la pauvreté extrême et la richesse excessive, en posant la distinction entre propriété, possession temporaire et usage des biens économiques.

• “Les travailleurs pauvres” de Denis Clerc Éditions Grasset (2008)

Denis Clerc, spécialiste des politiques sociales, explique les causes de la paupérisation d'une partie de la population et pointe la distorsion entre les chiffres officiels et la réalité du terrain.

• “Et les clients pauvres ? Quand les entreprises s'engagent” par Henri de Reboul et Olivia Verger Lisicki - Éditions Autrement

Ce livre démontre, à travers des exemples concrets (Danone, Grameen, Essilor, La Poste...), que les entreprises peuvent mener une politique cohérente vis-à-vis des populations pauvres lorsque la démarche est adaptée aux contraintes et besoins de chacun.